Les leviers agricoles d'une pensée paysagère de l'urbanisme

L'expérience de l'Atelier Arcadie, paysagistes à Bordeaux

*Agricultural Drivers in Urban Landscape Design Approaches – The Experience of
the Atelier Arcadie, Landscape Architects in Bordeaux*

Emmanuelle Bonneau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/paysage/4294>

DOI : 10.4000/paysage.4294

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Emmanuelle Bonneau, « Les leviers agricoles d'une pensée paysagère de l'urbanisme », *Projets de
paysage* [En ligne], 17 | 2017, mis en ligne le , consulté le 03 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/4294> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.4294>

Ce document a été généré automatiquement le 3 avril 2020.

Projets de paysage

Les leviers agricoles d'une pensée paysagère de l'urbanisme

L'expérience de l'Atelier Arcadie, paysagistes à Bordeaux

Agricultural Drivers in Urban Landscape Design Approaches – The Experience of the Atelier Arcadie, Landscape Architects in Bordeaux

Emmanuelle Bonneau

- 1 « Préserver les espaces agricoles et les paysages. » Jusqu'au début des années 2000, cette incantation ponctuant les documents d'urbanisme français ne signifiait rien, sauf un vœu pieux.
- 2 Les communes, compétentes en matière d'urbanisme depuis 1983 et responsables à ce titre de la protection des paysages, restaient sans prises sur l'organisation de l'espace rural, support d'une économie productive, agricole et forestière dépendante de l'Europe et de l'État. En 2000, la loi Solidarité et Renouvellement urbain rompt avec cette conception séparative et impose, sous les termes du développement durable, de relier objectifs socioéconomiques et de mise en valeur environnementale à travers l'énoncé d'un projet de territoire urbain et rural porté par les collectivités territoriales.
- 3 Acteurs de ce changement, les paysagistes sont des interlocuteurs reconnus et attendus dans l'élaboration de ces projets (Bonnet, 2015 ; Masbouni, 2001). Cette montée en compétences n'est pas sans conséquences sur l'évolution de leur culture professionnelle dont les savoir-faire anciens en matière de planification paysagère, urbaine et agroforestière (Sgard, 1966) se trouvent réinterrogés par de nouveaux objectifs écologiques et socioéconomiques, dans leurs finalités premières de mise en valeur du cadre de vie. En quoi la culture du projet spatial portée par les paysagistes français s'est-elle ajustée à l'évolution des politiques publiques afin d'accompagner la conception de projets de territoire, urbains et agro-environnementaux ? Que signifie cette évolution et qu'implique-t-elle encore, en matière d'ajustement des savoir-faire dans une visée opérationnelle, pour cette pratique de l'urbanisme qui se construit par empirisme ?

- 4 En 1998, l'ouvrage de Pierre Donadieu *Campagnes urbaines* désigne par son intitulé un fait nouveau en matière de planification et d'aménagement urbain qui implique l'action des paysagistes et de leurs instruments (plans, chartes de paysage) : la reconnaissance des services rendus à la ville et à ses habitants par les activités agricoles périurbaines. Pionnier en la matière, le schéma directeur (SD) de Rennes repose dès 1995 sur un projet de paysage qui propose la réinvention du paysage agricole par de nouveaux usages urbains (Rennes District, 1995 ; Bouraoui, 2000). Le SD de Bordeaux en 2001 avec sa charpente paysagère puis le schéma de cohérence territorial de Montpellier en 2006 s'inscrivent dans cette lignée (Buyck, 2009 ; Labat, 2011). À partir de 2009, les propositions exposées dans le cadre de la consultation internationale pour le Grand Paris diffusent le principe de la « lisière urbaine » (Desvigne, 2010 ; Vanbutsele et Declève 2015), emprunté dès 1997 par les paysagistes Bertrand Folléa et Claire Gautier pour désigner l'« espace planté et aménagé qui marque la transition entre l'espace urbanisé et l'espace agricole ou naturel » (Folléa et Gautier, 2009). Depuis dix ans, ces « lisières » sont des terrains concrets de projets pour les paysagistes français dont les interventions concourent à la réalisation d'objectifs très divers : 1) créer des parcs publics imitant et installant une transition formelle avec les motifs agricoles environnants (Planchais, 2014) dans la tradition des « parcs agricoles » rapportés d'Angleterre au XIX^e siècle par le paysagiste et comte de Choulot (Hamon 2002) ; 2) aménager une propriété agricole en parc ouvert au public ou installer des modes de gestion agricoles sur des espaces publics urbains (Janin, 2013 et 2017) ; 3) ou encore fédérer des exploitants autour d'un projet politique conciliant la mise en valeur des espaces agricoles et leur ouverture à des pratiques urbaines (Laverne, 2013).
- 5 Si ces expériences concernent surtout les métropoles et les communautés d'agglomération – soit moins d'un quart des communes françaises –, au-delà des périmètres d'action métropolitains, les territoires autrefois dits « ruraux », jusqu'alors peu ou pas dotés en document de planification territoriale, mais soumis à cette injonction, se prêtent à de nouvelles expérimentations pour le développement d'une pensée paysagère de l'urbanisme centrée sur la valorisation des paysages agraires et de leurs économies. Cette pensée se construit aujourd'hui dans l'anonymat en ne bénéficiant pas de l'éclairage de la littérature scientifique et technique, dont jouissent les projets métropolitains. Face à ce manque de retours d'expériences, limitant la réflexivité sur l'action, cet article propose d'analyser les travaux menés dans le Grand Sud-Ouest, par le paysagiste Emmanuel Prieur, gérant de l'Atelier Arcadie à Bordeaux, qui intervient depuis dix-sept ans dans l'élaboration de documents d'urbanisme en milieu rural.
- 6 La prise de recul et la réflexivité adoptée pour la rédaction de cet article s'appuient sur une expérience de praticien du paysage et de l'urbanisme et d'une collaboration entretenue depuis 2004 avec l'Atelier Arcadie, en tant que salariée puis en tant qu'enseignante-chercheuse, aujourd'hui encore impliquée très ponctuellement dans les projets du bureau d'études. C'est à partir de ce point de vue que nous exposerons dans un premier temps le changement de conception récent de l'espace agricole dans les documents d'urbanisme en milieu rural. Nous montrerons, ensuite, en quoi l'aménagement d'espaces publics, levier d'intervention des paysagistes dans l'urbanisme, soulève, dans ce contexte, des enjeux spécifiques et vient proposer des réponses opérationnelles aux injonctions contemporaines de mise en valeur environnementale des espaces agricoles et forestiers. Nous explorerons enfin les

limites de notre savoir-faire en matière de démarches collaboratives et d'association des acteurs socioéconomiques, en particulier des agriculteurs, aux diagnostics et aux projets de territoire pour suggérer en conclusion quelques pistes pour le développement d'une pensée paysagère de l'urbanisme en milieu rural.

L'espace agricole : du support pour l'urbanisation à la structure écologique

- 7 Depuis vingt ans, l'évolution du rapport à l'espace agricole dans les démarches d'urbanisme s'est construite en deux temps : 1) en 2000, la loi SRU qui acte le passage à une planification territoriale entre ville et campagne, entraîne une première reconnaissance des espaces agricoles et forestiers comme des aménités paysagères ; 2) à partir de 2010, les lois portant engagement pour l'environnement (Grenelle) donnent des outils réglementaires pour la préservation de ces espaces conçus comme des supports de biodiversité et comme des ressources pour un approvisionnement de proximité en matériaux et en alimentation.

Figure 1. Extrait d'une carte communale réalisée en Dordogne

Le paysage et l'espace agricole compris à travers des points de vue.

Source : Atelier Arcadie, 2006.

- 8 Quand, au début des années 2000, l'Atelier Arcadie intervient aux confins du Périgord dans le cadre de l'élaboration de cartes communales ayant simplement vocation à définir les espaces urbanisés et à urbaniser, la représentation commune de la terre agricole, comme socle à l'urbanisation, est encore fermement ancrée chez les élus qui sont, pour la plupart, actifs ou retraités de l'agriculture. L'élaboration de documents d'urbanisme débute alors presque invariablement par un « tour du propriétaire » c'est-

à-dire par la tournée des terrains que chacun souhaite voir ouvrir à l'urbanisation. La démarche paysagère proposée par l'Atelier Arcadie s'inscrit en contrepoint de ces logiques spéculatives individuelles en déplaçant le regard sur l'espace agricole, non pas considéré pour sa valeur productive et marchande, mais comme un espace perçu par chacun depuis l'espace public et comme un cadre de vie collectif. Méthodologiquement, elle procède par l'élaboration d'une cartographie de type « carte-itinéraire » (Besse, 2010) en identifiant à travers un parcours du territoire les différents lieux habités et leurs caractéristiques : l'implantation dans la pente du bâti, ses proximités à l'espace agricole et aux structures végétales, les systèmes de vues et les relations de covisibilité entre entités urbaines et avec les voies de circulation.

- 9 L'intérêt est de caractériser finement ces contextes locaux tout en les inscrivant dans les continuités géographiques (fonds de vallée, plateaux des causses), auxquelles ils se rattachent. Le document d'urbanisme soutient une rhétorique univoque, celle de l'« intégration paysagère » au niveau local et territorial. Dans cet esprit, les points de vue lointains et panoramiques, dont l'ouverture est maintenue par l'activité agricole, constituent des espaces à préserver de l'urbanisation. Les structures boisées et les plantations linéaires arbustives et arborées servent de points d'appui pour définir une stratégie d'extension urbaine et localiser les secteurs possibles. À noter que ceux-là, s'ils sont réduits au regard des désirs des propriétaires fonciers, sont encore démesurés par rapport à la réalité des perspectives démographiques.
- 10 Quinze ans plus tard, les données du problème ont changé. L'ensemble du territoire français s'est progressivement couvert de schémas de cohérence territoriale ; l'urbanisation au niveau communal est encadrée par un document de rang supérieur qui impose des choix et contraint fermement le développement urbain. Au niveau local, la définition des continuités écologiques (trames vertes et bleues) implique une collaboration pluridisciplinaire où l'expertise écologique, fondée sur les théories de l'écologie du paysage, tend souvent à renforcer par sa dimension scientifique les conclusions d'une analyse paysagère dont les postulats esthétiques ne sont pas toujours explicites. Ainsi dans le cadre d'élaboration d'un plan local d'urbanisme à une trentaine de kilomètres de Bordeaux, le diagnostic établi par les paysagistes, d'une urbanisation polycentrique structurée autour d'anciens hameaux viticoles, repose sur l'identification d'espaces agricoles interstitiels générant des coupures d'urbanisation et ouvrant des points de vue lointains vers les vallées. Face à ce constat, les premières résistances n'émanent pas des agriculteurs mais des partenaires urbanistes car ces interstices peuvent aussi être caractérisés comme des « dents creuses » susceptibles de recevoir une urbanisation en « densification » conforme à l'interprétation des doctrines ministérielles du moment (Touati et Crozy, 2015). Le tracé d'une « continuité écologique » confortant la situation de belvédère est acté par les écologues et permet d'arbitrer le débat. Cette continuité d'espaces agricoles maillée par un réseau de haies et de bosquets se constitue comme une structure non aliénable et à vocation organisationnelle pour une urbanisation dont la configuration en hameaux devient un patrimoine à valoriser. Mais créer des discontinuités bâties au nom de la mise en valeur des écosystèmes n'en implique pas moins d'aménager aussi des liaisons de proximité au profit direct de la population, et entre les services et les équipements, notamment par la conception d'espaces publics piétons encore rares ou absents dans ces territoires « ruraux ».

L'agriculture garante d'un réseau d'espaces publics urbains

- 11 Levier d'intervention traditionnel des paysagistes dans le projet urbain, l'aménagement d'espaces publics se conçoit alors comme un instrument d'organisation conjointe du développement urbain et de la mise en valeur agro-environnementale. Dans les projets de l'Atelier Arcadie, il repose sur trois niveaux d'intervention distincts qui tendent à s'articuler : 1) l'aménagement de boucles cycles et piétonnes dans une logique d'accessibilité au bourg et de localisation préférentielle de l'urbanisation ; 2) l'aménagement d'espaces jardinés publics à usage récréatif ; 3) la gestion d'une « ceinture verte » en lisière des bourgs, offrant la possibilité de parcours, de lieu de détente et de mise en valeur environnementale dont la pérennité et la gestion reposent sur l'activité agricole.

Un aménagement rural pour un réseau cycle et piéton alternatif à la route

- 12 L'aménagement d'un réseau d'espaces publics partagés ou réservés aux piétons et aux cyclistes s'inscrit dans une logique d'évolution, de densification et de hiérarchisation d'une structure de voirie routière, se limitant à un niveau de liaison primaire départemental ou intercommunal. En effet, le développement urbain contemporain, selon des logiques de construction individuelle en branchement direct sur les voies principales, ne contribue pas à créer un maillage secondaire mais seulement une succession de chemins en impasse. Par ailleurs, si la pratique de la randonnée dans les forêts sous gestion publique remonte aux années 1960 et le conventionnement des chemins d'exploitation à des fins de « découverte de sites naturels et de paysages ruraux » date des lois de décentralisation de 1983, les déplacements locaux pour les besoins de services et d'emplois restent encore aujourd'hui contraints par l'utilisation de l'automobile. En cause : la distance mais surtout l'absence de cheminements cycles et piétons sécurisés et accessibles en tout temps.
- 13 Dans ce contexte, organiser les mobilités consiste d'abord à aménager un réseau piéton alternatif, ou cohabitant avec les usages routiers. Projeter l'aménagement des espaces publics en lien avec le document d'urbanisme, ou dans le cadre de son élaboration, permet alors d'envisager conjointement le développement urbain, selon des principes d'urbanisation groupée, la création d'un réseau de voies secondaires étant pour partie financée par l'opération.

Figure 2. Comps (33)

Les espaces publics empruntent les motifs de l'espace rural.

Sources : atelierarcadie-bordeaux.com.

- 14 En Gironde, le dispositif des conventions d'aménagement de bourg porté par le département pendant vingt ans (1995-2016) avait vocation directe à accompagner les communes de moins de 10 000 habitants dans le financement de leurs espaces publics. Sa mise en œuvre à Comps, en 2002, est concomitante à l'élaboration de la carte communale. L'ambition du projet d'aménagement est d'affirmer le caractère rural de la commune quitte à transgresser le vocabulaire normé des espaces publics urbains qui systématisent le recours aux trottoirs délimités par des bordures en béton. La sobriété des dispositifs d'aménagement de l'espace rural sert de référence à la reconfiguration des voiries qui conservent leurs bas-côtés enherbés ; le cheminement est facilité par un passe-pied de dalles ajourées ou par un simple passage de graviers. Il relie les équipements publics, l'école, l'église, la mairie et son jardin attenant, transformé en petit square public.

Le droit au jardin public

- 15 L'espace jardiné, aménagé au pied de la mairie de Comps, s'étend jusqu'au parking enveloppé d'une collection d'arbres ornementaux sur une banquette de buis. Au milieu de la « campagne », la création d'un petit square public arboré n'est pas anecdotique. Elle vient offrir à tous un espace où le contact avec la nature est aménagé pour des usages de loisir et de contemplation, ce qui n'est pas le cas des vignes, des champs ou des bois, perméables à la fréquentation publique, mais qui demeurent des espaces d'exploitation privés. En dépit des conventionnements liés à l'usage des chemins ruraux pour la randonnée, leur présence ne peut suppléer à l'aménité d'un « jardin public », équipement urbain dont l'aménagement dans chaque quartier des grandes villes est indiscuté depuis le début du ^{xx}e siècle (Forestier, 1906, rééd. 1987), l'accès au jardin devenant un droit pour tout citoyen. Or, en milieu rural, dans des contextes où l'urbanisation pavillonnaire s'étend sous l'effet de la proximité métropolitaine selon des procédures de division parcellaire, de lotissement et/ou de construction individuelle, l'aménagement d'espaces verts et, au-delà, de jardins publics est un impensé. Au milieu d'un environnement agricole et forestier, l'enjeu est alors d'envisager la création de ces espaces dans leur dimension d'équipements publics

plurifonctionnels, du lieu de repos en prise avec la nature à l'espace de jeux pour enfants.

Du jardin public à la « ceinture verte » sous gestion agricole

- 16 La réflexion sur l'offre de jardin en tant qu'équipement public de proximité s'associe depuis une dizaine d'années à celle sur la mise en valeur des espaces agricoles et forestiers attenants ou inclus dans les espaces urbanisés récents avec un triple enjeu d'articulation des usages citadins (loisirs et circulation) et agro-forestier (exploitation), de mise en valeur des milieux naturels et d'organisation de l'urbanisation. À Lesparre-Médoc, l'élaboration du plan local d'urbanisme s'appuie sur une stratégie d'aménagement des espaces publics du bourg en relation avec la création d'un réseau périphérique d'espaces naturels ouverts au public. Parmi eux, le « parc naturel de l'île d'Amour » repose sur la mise en valeur conjointe d'un espace d'agrément pour la population, d'une zone humide – la jalle et sa vallée inondable – et du site historique de la tour de l'Honneur. Au-delà de l'espace circonscrit du parc naturel, il s'agit d'envisager la création d'une « ceinture verte » dont la mise en valeur écologique, agroforestière et paysagère constitue un objectif transversal aux opérations d'aménagement et d'urbanisation. La ceinture verte a pour vocation le maillage viaire, en abritant une boucle piétonne et cyclable périphérique, la création d'espaces récréatifs et la sanctuarisation des espaces agricoles et forestiers compris entre les deux bourgs de la commune. Vision conceptuelle, déclinée dans le projet d'aménagement et de développement durable, elle permet de concevoir l'extension urbaine dans sa relation à son environnement naturel et agricole en l'ancrant dans un réseau territorial de mobilités douces.

Figure 3. Extrait du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de Lesparre (2013)

Le paysage et les espaces agricoles et naturels périurbains compris à travers leurs usages urbains et ruraux et leur fonction écologique.

Source : mairie-lesparre.fr/plan-local-durbanisme.

- 17 Cette démarche trouve une pertinence accrue en Gironde où les enjeux d'organisation des relations ville/agriculture montent en puissance depuis 2016, du fait de la médiatisation récente des risques liés aux traitements chimiques de la vigne. Il s'agit alors aussi bien d'aménager des interfaces entre espaces habités et agricoles, dans un objectif connexe de restauration et de mise en valeur écologique, que de faire évoluer des pratiques nocives pour l'homme et en premier lieu pour les travailleurs agricoles. L'introduction de ces objectifs sanitaires et écologiques dans les démarches d'urbanisme s'ajoute aux prérogatives antérieures en matière de mise en valeur de cadre de vie. Elle conduit à une évolution des savoir-faire des praticiens, paysagistes et urbanistes, de l'Atelier Arcadie, qui se construit dans une recherche d'association étroite des habitants et des acteurs socioéconomique à l'élaboration des diagnostics et des projets spatiaux.

Les agriculteurs, partie prenante d'un projet territorial et collaboratif ?

- 18 Impliquer la société civile par l'aménagement de l'espace et la mise en valeur environnementale dans le projet politique porté par les élus locaux est, pour les paysagistes de l'Atelier Arcadie, une ambition qui se traduit par l'organisation d'ateliers collaboratifs dans les phases préliminaires de diagnostic associées à l'élaboration des documents d'urbanisme et à l'aménagement des espaces publics. À ce stade préalable, il est alors possible de dépasser le simple statut informatif des procédures légales de

débat public pour envisager la construction partagée de la connaissance territoriale et des enjeux de projet. Cette démarche qui consiste à expliciter et à mettre en débat les premiers éléments de l'analyse experte repose sur une interprétation de la Convention européenne du paysage ratifiée en 2006 par la France et qui définit le paysage comme « une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations » (Conseil de l'Europe, 2000). Dans le cadre de ces ateliers, la perception des paysages par la population et les acteurs socioéconomiques locaux n'est pas l'objet du débat, mais un moyen accessible à tous – parce qu'il met en jeu les sens communs : la vue et l'expérience tactile du corps –, pour aborder la question de l'aménagement des espaces publics et du rapport entre les pratiques sociales, les activités économiques et l'environnement.

- 19 La démarche emprunte une méthode d'atelier en temps court : trois jours vécus sur le terrain où se succèdent les tables rondes thématiques en salle, les visites sur site à pied et les bilans avec les élus. Interlocuteurs privilégiés, les agriculteurs occupent une place particulière, du fait de leur statut de propriétaires fonciers intéressés par l'évolution du droit du sol et de leur capacité à devenir les partenaires actifs d'un projet de territoire dont la mise en valeur de l'environnement est l'un des piliers. Depuis une dizaine d'années, l'installation d'une dynamique partenariale est d'autant plus favorisée qu'émerge une nouvelle conscience environnementale chez les jeunes agriculteurs. Ces derniers, initiés à des méthodes de cultures alternatives, s'engagent dans un changement de modèle économique (pluriactivités et conversion vers des modes raisonnés et/ou biologiques), tandis que, dans le même temps, les revendications de la société civile, en matière de protection contre les risques sanitaires liés à l'agriculture, obligent la profession au dialogue et à l'évolution. Mais si la réalisation d'un diagnostic partagé est désormais acquise, le passage à la mise en œuvre opérationnelle d'un projet de territoire impliquant les exploitants agricoles ne l'est pas encore.
- 20 À Captieux, la présence d'un établissement et service d'aide par le travail, entretenant plus d'une centaine d'hectares en polyculture-élevage aux portes du bourg, constituait un point d'appui non négligeable au projet construit dans le cadre de l'élaboration d'un plan de paysage, de par le caractère associatif de la structure accueillant des adultes handicapés et sa capacité à accomplir des missions d'intérêt général tout en faisant vivre une ferme. La démarche d'ateliers amorcée en 2011 est pourtant restée sans autre suite que l'aménagement des espaces publics et l'annexion au PLU d'orientations d'aménagement urbain. L'absence de continuité dans le portage politique (changement de majorité) et technique (absence de moyens humains et de compétences en urbanisme et aménagement) du projet au niveau local a ici constitué une limite avérée pour l'animation d'un processus de projet qui nécessite des contacts réguliers avec les partenaires privés. Ainsi dans l'Essonne, autour de Marcoussis, l'expérience vertueuse du Triangle vert (Laverne 2013), qui fédère sept communes et leurs agriculteurs dans un projet d'agriculture périurbaine, a été initiée par un paysagiste et un urbaniste, tous deux en prise avec la vie locale et les exploitants de par leur double qualité d'habitants et d'élus locaux. Dans cette expérience, la protection réglementaire des terres agricoles s'accompagne de la promotion de la transformation et de la distribution des produits en circuit court, si ce n'est en vente directe : un service offert par l'agriculture qui s'ajoute à l'ensemble des aménités urbaines (proximité et diversité

d'équipements culturels, sportifs, de petits commerces, etc.) présentes dans cette périphérie sud de Paris.

- 21 Or, dans les petites communes où l'Atelier Arcadie intervient actuellement, à une quarantaine de kilomètres de Bordeaux, la reconstitution d'une offre de fruits et légumes ne représente qu'un pan d'une économie de proximité qui, sous tous ses aspects (restauration, artisanat, services publics), s'est étiolée, ce qui a renforcé la dépendance à l'automobile pour les besoins du quotidien, y compris l'emploi. Dans le cadre des ateliers collaboratifs associés à l'élaboration des documents d'urbanisme, les agriculteurs-viticulteurs sont les premiers à solliciter un regain de vie locale par l'implantation d'un café et/ou d'un commerce multiservice, car l'image de leur production passe aussi par celle de leur territoire.
- 22 Au terme de cet article, il apparaît que la valorisation de l'espace agricole et forestier à des fins nourricières, écologiques et de cadre de vie implique non seulement d'investir, par un projet spatial, paysager et agro-environnemental, des terrains autrefois considérés comme dévolus à l'urbanisation, mais aussi de concevoir dans le même temps un projet de développement des bourgs et des hameaux, qui allie offre en habitat et recomposition d'une économie de proximité dans sa diversité. À travers les expériences présentées, situées dans des territoires ruraux, à l'écart des périmètres de gouvernance des métropoles et des agglomérations mais soumis à leur influence, cette interaction est loin d'être une réalité. Ce fait semble moins tenir à une absence de politiques publiques, favorisant le maintien d'activités commerciales et artisanales, qu'à un double déficit d'ingénierie territoriale locale et de savoir-faire techniques.
- 23 Le déficit d'ingénierie territoriale renvoie au manque ou à l'absence de techniciens compétents en matière d'urbanisme et d'environnement pour assurer à moyen et long terme la mise en œuvre des projets urbains et leurs coordinations (entre acteurs et sur les plans économique et spatial) avec les projets agro-environnementaux. La concrétisation de ces derniers souffre par ailleurs d'un manque d'instrument opérationnel que n'a pas pu combler la création des périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP) qui restent du domaine de compétence des départements, voire des syndicats gestionnaires de Scot. Quant au Parc naturel urbain (PNU) ayant vocation à protéger et à gérer à des fins environnementales (écologie/cadre de vie) un réseau d'espaces publics et agricoles, naturels situés en frange urbaine, il ne se rattache à aucun cadre légal ni dispositif de financement établis. Ce concept opératoire, mobilisé à Strasbourg (2013) ou à Rueil-Malmaison et que l'Atelier Arcadie teste actuellement à Carcassonne, s'appuie sur les ressources financières et techniques existantes dans ces agglomérations mais dont sont dépourvus les territoires ruraux.
- 24 Le déficit technique fait référence au vide méthodologique existant dans la conception de projets agro-environnementaux et urbains qui croiseraient les savoir-faire en matière d'écologie, de paysage, d'agronomie, de foresterie, de mobilité et de développement urbain et commercial. Ces champs de compétences techniques, qui mobilisent des instruments d'action publique différenciés, sont encore envisagés de manière dissociée tant par les collectivités territoriales et leurs services que par les maîtres d'œuvre dont l'apparent fonctionnement en équipes pluridisciplinaires masque une réalité plus cloisonnée. Si les paysagistes investis dans le champ de l'urbanisme se sont distingués par leur capacité à relier des visions techniques séparées, qui leur confère le rôle de coordinateur dans les projets urbains dès les années 1990,

l'intervention dans des projets de territoire en milieu rural, impliquant des acteurs inédits au regard des opérations urbaines, les confronte à un nouveau défi. Sauront-ils le relever et en auront-ils la légitimité ?

Nous remercions Emmanuel Prieur pour ses commentaires et sa relecture ; si des erreurs subsistent, elles restent de notre fait.

BIBLIOGRAPHIE

- Besse, J.-M., « Cartographies », *Les Carnets du Paysage*, n° 20, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 2010, p. 5-9.
- Bonneau, E., « L'urbanisme paysager : une pédagogie de projet territorial », thèse de doctorat en urbanisme et aménagement de l'espace, université Bordeaux-Montaigne/Università degli Studi di Firenze, 2016.
- Bonnet, F., « Aménager les territoires ruraux et périurbains », rapport au ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité, 2015.
- Bouraoui, M., « L'agriculture, nouvel instrument de la construction urbaine », thèse de doctorat, Engref, ENSP de Versailles, 2000, 439 p.
- Buyck, J., « Le paysage comme vecteur de projet métropolitain : le cas du SCoT de l'agglomération de Montpellier », *Cahiers thématiques*, n° 9, 2009, p. 79-95.
- Conseil de l'Europe, Convention européenne du Paysage, 2000.
- Desvigne, M., « Épaissir les lisières », *Pour*, n° 205-206, 2010, p. 145-148.
- Donadieu, P., *Campagnes urbaines*, Arles/Versailles, Actes Sud/ENSP, 1998, 224 p.
- Folléa, B. et Gautier, C. (dir.), « Schéma intercommunal des lisières urbaines », Territoire de la Côte Ouest, direction Aménagement et Habitat, 2009, 134 p.
- Forestier, J. C. N., *Grandes Villes et Systèmes de parcs* (1906), Paris, Norma Éditions, 1987.
- Hamon, A., « Paul Bernard de Lavenne, comte de Choulot », dans Racine, M., *Créateurs de jardins et de paysage de la Renaissance au XX^e siècle*, t. II, 2002, p. 19-21.
- Janin, R., « L'urbanisme agricole », *Openfield*, n° 1, 2013, URL : <https://www.revue-openfield.net/2013/01/11/lurbanisme-agricole/>.
- Janin, R., *La Ville agricole*, Pantin, Éditions Openfield, 2017, 72 p.
- Labat, D., « Le paysage, levier d'action dans la planification territoriale. Essai d'évaluation de la politique paysagère du Scot de l'aire métropolitaine de Bordeaux », thèse de doctorat AgroParisTech/ENSP Versailles, 2011, 442 p.
- Laverne, T., « L'expérience du Triangle vert, projet de territoire agri-urbain durable », *Cahiers thématiques de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille*, n° 11, Lille, MSH, 2013, p. 257-271.
- Masbouni, A. (dir.), *Penser la ville par le paysage*, Paris, Éditions de La Villette, 2001.

Planchais, L., « La magie du site et le plaisir de l'aventure », *Paysage Actualités*, juillet-août 2014, p. 18-19.

Sgard, J., « Aménagement du paysage », *Aménagement et Nature*, 1966, p. 31-33.

Touati, A. et Crozy, J., *La Densification résidentielle au service du renouvellement urbain*, Paris, La Documentation française/PUCA/CEREMA, 2015.

Vanbutsele, S. et Declève, B., « La lisière des espaces ouverts : support de densification qualitative des métropoles », *Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement*, mars 2015, URL : <http://vertigo.revues.org/15700>.

Ville de Strasbourg, Charte du Parc naturel urbain Ill Bruche, 2013, URL : <http://www.strasbourg.eu/environnement-qualite-de-vie/nature-en-ville/un-parc-naturel-urbain-pour-strasbourg>.

RÉSUMÉS

Les paysagistes sont aujourd'hui des interlocuteurs attendus dans l'élaboration de projets de territoire et d'urbanisme centrés sur la mise en valeur des espaces agricoles et de l'environnement. En s'appuyant sur l'expérience pratique de l'Atelier Arcadie (Emmanuel Prieur, paysagiste DPLG à Bordeaux), cet article propose d'interroger le renouvellement d'une pensée paysagère de l'urbanisme dont l'agriculture, en tant qu'espace, économie et activité d'aménagement, serait le levier.

Currently landscape architects are considered as legitimate stakeholders in the development of urban planning projects focused on the valorization of agricultural spaces and the environment. Based on the practical experience of the Atelier Arcadie (Emmanuel Prieur is a certified landscape architect based in Bordeaux), this article takes a look at a new approach to the landscape and urban planning in which agriculture, as a space, an economic activity and a form of development is a driver.

INDEX

Keywords : landscape architect, urban planning, regional planning, agro-environmental project, practical experience

Mots-clés : paysagiste, urbanisme, planification territoriale, projet agro-environnemental, expérience pratique

AUTEUR

EMMANUELLE BONNEAU

Emmanuelle Bonneau est paysagiste DPLG, urbaniste et maître de conférences en aménagement de l'espace et urbanisme à l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme (IATU), université Bordeaux Montaigne.
[emmanuelle.bonneau\[at\]u-bordeaux-montaigne\[dot\]fr](mailto:emmanuelle.bonneau[at]u-bordeaux-montaigne[dot]fr)